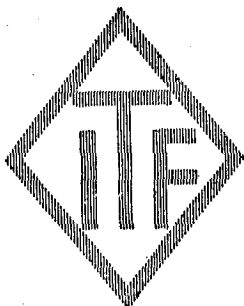


FASCISME

ORGAAN VAN DE INTERNATIONALE TRANSPORTARBEIDERS FEDERATIE

VERSCHIJNT TWEEWEEKELIJKS IN HET NEDERLANDS, DUIJS, FRANS, ENGELS, SPAANS EN ZWEEDS, EN GEDEELTELIJK IN ESPERANTO. DE ABONNEMENTSPRIJS BEDRAAGT FL. 4.- PER JAAR, FL. 1.50 VOOR LEDEN VAN CENTR. BOND VAN TRANSPORTARBEIDERS EN NEDERLANDSE VER. VAN SPOOR-EN TRAMWEGPERSONEEL, FL. 2.60 VOOR LEDEN VAN DE OVERIGE BIJ HET N.V.V. AANGESLOTEN ORGANISATIES



N° 12
7ème année.

Amsterdam, le 10 juin 1939.

"Kraft durch Freude" (I.T.F.) Le Front allemand du travail
laisse tomber le a toujours énergiquement contesté
masque. que les bateaux affectés aux voyages

de propagande de son agence de voya-

ges "Kraft durch Freude," seraient en réalité destinés au transport de troupes. Toutefois, les navires en question ont à présent été ouvertement mis à la disposition du

ministère de la Guerre. Les forces militaires rappelées d'Espagne ont été rapatriées en Allemagne à bord de navires, dont l'achat et la construction ont été financés avec les cotisations imposées aux travailleurs allemands.

C'est avec ces mêmes navires de transports de troupes que les autorités nazies ont l'intention d'envoyer à Stockholm des dizaines de milliers de personnes au Congrès que l'Internationale fasciste entend organiser dans cette ville, en juillet 1940.

Usines allemandes et fils de fer (I.T.F.) A l'heure actuelle, on installe en Allemagne, dans les camps de
barbeles.- concentration, des entreprises indus-

trielles: les Allemands qui, en raison de leurs convictions politiques ou religieuses, ont été privés de leur liberté, doivent, eux aussi, faire des munitions. Dans plusieurs camps de concentration, on a placé un nombre de machines plus élevé que ne comportait le nombre des prisonniers. Les ouvriers qui ont monté les machines supposent que, si une guerre éclatait, un grand nombre de personnes, considérées par les autorités comme n'étant pas dignes de confiance, seraient contraintes à faire des travaux forcés dans les camps de concentration.

Quand on construit des tunnels (I.T.F.) Quelques 500 ouvriers de
en Italie.- Bergame sont occupés aux travaux du tunnel du Mont Olimpino sur la ligne du chemin de fer Milan-Chiasso qu'on est en train d'électrifier.

Il est vrai qu'à Come, localité voisine, il y a beaucoup de chômeurs, mais les chômeurs de Come connaissent les misérables conditions de travail qui leur seraient faites s'ils s'embauchaient pour la cons-

truction du tunnel. C'est pourquoi, se trouvant dans l'impossibilité de recruter sur place la main-d'oeuvre nécessaire, on a dû avoir recours à des travailleurs de Bergame embauchés à force de promesses alléchantes.

Les ouvriers dupés ont été promptement désillusionnés. Ils doivent travailler dans l'eau et dans la boue et l'employeur ne leur fournit pas les bottes en caoutchouc qu'il leur faudrait. Pour pouvoir se procurer ces bottes, il faudrait que l'ouvrier paie 50 lires, soit le salaire de 23 heures de travail! - et, aucun des 500 ouvriers n'ayant pu se permettre ce luxe, ils doivent travailler dans l'eau et dans la boue sans aucune protection. Il n'est pas difficile de se rendre compte des conséquences que cela pourra entraîner pour leur santé.

Quant au logement, il y a deux baraques en bois à un étage, un peu de paille par terre et deux couvertures pour chaque homme. C'est tout. Il y a fait étouffant et on manque de lumière. Les représentants des "syndicats" qui sont venus "contrôler" ont estimé que tout était en ordre. Quelques ouvriers sont rentrés chez eux, n'ayant pu supporter ces conditions misérables.

Les ouvriers bergamasques ont été embauchés en tant que spécialistes; on a promis à des maçons et à des mineurs spécialisés des salaires allant de 3,50 à 4,20 lire, par heure. Ces gens travaillent certes, comme maçons et comme mineurs, mais leur paie a été réduite au tarif des manoeuvres, à savoir 2,20 lire par heure. Celui qui ose s'élever contre pareil traitement et demande ce à quoi il a droit, est congédié. Les fameux "syndicats" ne songent pas à intervenir. Il y a pire. Les bulletins de paie n'indiquent pas le taux horaire ni le nombre des heures de travail fournies; ils se bornent à mentionner le total et à énumérer scrupuleusement toutes les retenues. Ce n'est pas sans raison que les précisions font défaut quant au nombre des heures et au taux horaire. L'entrepreneur compte sur l'ignorance et le manque d'expérience des travailleurs et retire un joli bénéfice en payant trop peu. Lorsqu'un ouvrier réclame, on dit tout simplement qu'il y a eu erreur. Aucun ouvrier ne saisit le syndicat de ses griefs; tous sont convaincus que ce serait une fatigue inutile et une perte de temps.

(Pour les rédactions: "Nuovo Avanti", Paris - 20 mai 1939).

Nombreux cas de maladie aux travaux des fortifications.

(I.T.F.) Les ouvriers allemands, déportés pour travailler aux fortifications, doivent peiner à un rythme excessif, même pour les conditions

existant dans le 3ème Reich. Sur beaucoup de chantiers, on fait des journées allant de 14 à 18 heures. Des dirigeants nazis, tels que le Dr. Ley citent en exemple les ouvriers que se sont laissés contraindre à faire des journées de 24 heures! Cet effort excessif a fait s'effondrer bien des ouvriers. Dans un des chantiers de la frontière occidentale, il y a eu, dans le courant de 4 mois, un cas d'hospitalisation sur cinq ouvriers embauchés. Dans les milieux militaires français, on explique ces nombreux cas de maladie par un "excès de fatigue permanent allant de pair avec une sous-alimentation permanente".

La plupart des ouvriers hospitalisés étaient gravement malades. Une partie d'entre eux, certes, ne se sont portés malades que pour une fois pouvoir dormir tout leur soul à l'hôpital.

(Pour les rédactions: nous reproduisons les renseignements ci-dessus d'après un rapport détaillé paru dans l'hebdomadaire "The Week" - numéro du 24 mai 1939 - édité à Londres et ayant des attaches avec les milieux soviétiques; cet organe contient parfois des renseignements de source diplomatique).

La croix gammée est l'ennemie des paysans.

(I.T.F.) Dès sa constitution, la République tchécoslovaque avait procédé à d'importantes réformes agraires

Dans le courant de quelques années, 300.000 paysans environ avaient été installés sur des terres appartenant anciennement à de gros propriétaires fonciers.

Les généraux allemands exigent à présent que des indemnisations soient payées aux propriétaires frappés, il y a une vingtaine d'années, par l'installation de paysans sur leurs terres. Le duc de Cobourg réclame, à lui seul, une somme de pas moins de 125 millions de couronnes tchèques (environ 12 millions 1/2 de marks).

(Pour les rédactions: reproduit du "Times" - numéro du 26 mai 1939).

Le gros capital avale les petites entreprises.

(I.T.F.) Il y a 19 ans, peu de temps après la fondation du parti allemand national socialiste, Hitler et ses

partisans promirent d'œuvrer "énergiquement et si nécessaire au péril de leur vie... pour l'étatisation de toutes les entreprises déjà transformées en des sociétés" (point 13 du programme du parti nazi). "Les consortiums, les syndicats et les trusts seront étatisés".

A présent, près de six ans après l'avènement de la dictature nazie, le périodique économique "Die Wirtschaftskurve", censuré par les autorités, constate (dans son numéro de mai 1939) qu'un "processus de concentration d'une grande puissance dynamique et allant s'accroissant, a commencé en Allemagne... Ce sont notamment: l'industrie du papier et de la cellulose, les industries chimiques et des carburants, celles du cuir et de la chaussure, du textile et de la confection, de la minoterie et de la construction des machines, ainsi que l'industrie bancaire, qui ont traversé, ces dernières années, un processus de concentration extrêmement marqué. Dans ces industries, de même que dans l'industrie lourde, dans celles des potasses et du pétrole, celles de la soie et de la laine artificielles, de grands consortiums nouveaux sont nés."

On le voit, le gros capital engloutit les petites entreprises.

Employés et ouvriers en régime de croix gammée.-

(I.T.F.) Les employeurs allemands ont lieu de se plaindre. La dictature nazie tente de mettre à exécution un

programme de réarmement qui dépasse de beaucoup les forces de l'économie allemande. Les grandes réserves de matières premières, dont elle disposait à la fin de la crise économique, ont été épuisées depuis longtemps et une pénurie de matières premières entrave sérieusement la production de bien des entreprises.

On a resserré l'importation des denrées alimentaires, afin de pouvoir augmenter dans une même mesure, l'importation des matières premières destinées aux industries de guerre. Les industries métallurgiques et des machines ne sont pas à la hauteur des exigences qu'on leur pose; elles ont dû décliner des commandes d'exportation et ajourner des livraisons destinées à la Reichbank ainsi qu'à l'industrie, mais malgré cela l'exécution du programme de réarmement est en arrière sur les prévisions. Quant à l'industrie du bâtiment, les constructions militaires et les fastueux édifices à l'intention des bonzes nazis mettent à l'épreuve à l'excès les possibilités de rendement de cette industrie. Bien qu'on ait limité la construction de nouvelles habitations, non seulement le ciment, le bois et le fer font défaut pour la construction des fortifications, mais aussi la main-d'œuvre. Deux millions et demi d'hommes ont été soustraits à l'agriculture, à l'industrie et aux travaux administratifs par l'armée et par le Service du Travail, et pourtant on manque d'ouvriers pour exécuter le programme toujours accru des préparatifs de guerre. On a obligé des ouvriers à quitter les établissements ne travaillant pas pour le réarmement, et à aller travailler dans les industries de guerre et aux fortifications; des artisans et des petits commerçants ont, de leur côté, été contraints à aller travailler dans les fabriques. Afin de pouvoir financer l'armement à outrance, les nazis tendent à réduire les frais en déprimant les salaires, les prix et les bénéfices, et cherchent à destiner aux armements une partie encore plus importante du revenu populaire allemand, en avilissant le niveau de vie des masses.

Pour que toutefois l'économie allemande puisse satisfaire, même de manière incomplète, aux exigences, on a organisé la pénurie. Les mesures en matière de contrôle des changes, qui entravaient le commerce depuis la crise de 1931 - deux ans avant l'avènement au pouvoir de Hitler - furent étendues dans le but d'arriver à une réglementation plus stricte du commerce extérieur. Les réserves de matières premières furent soigneusement classées par les autorités et attribuées aux divers établissements, selon le degré d'importance de leur production pour des fins militaires. Les autorités contrôlent l'utilisation des matières premières et vu qu'elles sont gardées séparément pour toute commande d'une certaine importance, elles ont ainsi le moyen de diriger la production. Des commissaires spéciaux, disposant de pouvoir étendus, furent désignés pour l'industrie du bâtiment, celle de la construction des machines et l'industrie automobile. Les employeurs allemands se trouvent pris dans un

réseau de prescriptions dictées par les nécessités de l'économie de guerre; ils se plaignent et regrettent leur ancienne liberté.

Les grands deviennent plus grands, les petits disparaissent:

Les autorités nazies n'ont cependant pas été les premières à entraver la liberté des employeurs. Depuis des dizaines d'années, des cartels et des syndicats ont établi, dans les principales industries - cela non pas seulement en Allemagne - les programmes de la production.

Une liberté du mouvement pour ainsi dire illimitée, n'existait plus depuis longtemps que pour les gros bonnets, pour ceux qui tirent les ficelles dans les syndicats et les cartels, et pour certains établissements étrangers aux trusts, dont le nombre tend à disparaître.

Tout ce que les nazis ont fait, c'est d'accélérer cette tendance en Allemagne; ils ont forcé des Allemands à adhérer aux cartels; ils ont réorganisé d'entières industries et les ont subordonnées aux grands consortiums. Certes, les mesures de contrôle des matières premières, des devises et du placement de main-d'oeuvre, de même que celles réglementant l'affectation des capitaux, restreignent la liberté de tous les employeurs allemands. Toutefois, elles ne les frappent pas tous dans une même proportion. Les milieux patronaux de premier plan savent:

Que le contrôle des matières premières a été pratiqué, que le contrôle des changes a été accentué et le paiement des taxes au dumping imposé à tous les industriels, afin de pourvoir les industries de guerre le plus abondamment possible de devises étrangères; que si les possibilités de placement de capitaux dans l'industrie civile sont resserrées, c'est pour assurer au Trésor public l'argent comptant voulu pour financer les commandes militaires; que si la liberté des employeurs est limitée en Allemagne, cela se pratique dans l'intérêt des grands consortiums qui travaillent pour le réarmement!

L'obligation d'utiliser avec parcimonie les matières premières disponibles a amené l'Etat à des interventions radicales dans la production. Ces interventions affectent durement les entreprises petites et moyennes, mais sont favorables aux grandes sociétés. Pour citer un exemple: attendu que l'Armée désire, en cas de guerre, disposer d'un parc-automobiles facilement interchangeable, l'industrie automobile a été contrainte à unifier les types des véhicules. La mesure affectait les grandes fabriques, aussi bien que les petits établissements mais - ainsi que l'écrit le Frankfurter Zeitung - "les grandes sociétés ont en général été moins affectées, d'une part parce qu'elles ont une production secondaire souvent importante (moteurs d'avions et moteurs Diesel), d'autre part parce qu'il leur restera plus de latitude pour construire différents types". Là encore, on verra que les grosses sociétés engloutiront les petites qui se verront acculer à la ruine.

Pour lancer un emprunt, les entreprises industrielles ont à présent besoin d'une autorisation. Ce resserrement de capital a durement frappé les petites et les moyennes entreprises; la grande industrie a gagné tant d'argent par l'exécution des commandes de l'Etat, qu'elle a pu entièrement se libérer de l'influence de l'Etat non seulement, mais aussi de celle des banques et que, contrôlant d'importantes sociétés bancaires, elle est en mesure de se financer elle-même. Ses gros bénéficiaires l'ont mise à même de payer, au moyen des bénéfices courants, la majeure partie des nouveaux établissements, ainsi que les extensions des services existants, et d'amortir immédiatement beaucoup de nouvelles installations. Lorsque l'Etat contraint certains consortiums industriels à construire des établissements pour la production de matières-ersatz, tels que: des fabriques de cellulose, de carburants artificiels et de caoutchouc artificiel - il leur garantit en même temps des prix surélevés et leur fournit de la sorte la possibilité de retrouver bien vite les millions dépensés. Les gros industriels appréhendent eux aussi une catastrophe économique et une dévaluation de la monnaie. Seulement, il leur restera, quand la griserie des bénéfices du réarmement se sera dissipée, outre les fortunes exportées en contrebande, la valeur de leurs immeubles et machines qui, dans leurs écritures, ne figureront que pour des sommes minimes.

Bien des petits établissements se sont effondrés sous le poids des impôts, et beaucoup d'entreprises moyennes subsistent avec peine. Les grosses sociétés se plaignent de bien des impôts, mais ce sont elles qui ont la part du lion dans les rémunératrices commandes de l'Etat.

Elles n'aiment pas payer des impôts élevés et tâchent, partout où elles en trouvent le moyen, de s'y soustraire. En automne 1938, il semblait un moment que les nazis aient l'intention de réagir énergiquement contre les profiteurs du réarmement. La dictature annonça qu'elle ne tolérerait plus de bénéfices excessifs et que toutes les factures seraient rigoureusement contrôlées. Quelques semaines plus tard cependant, le Commissaire aux prix annonça que les "directives pour l'établissement des prix des commandes publiques sur la base du prix de revient" ne s'appliqueraient que dans des cas exceptionnels. La dictature nazie s'était rendu compte que dans l'état actuel de son économie, un sabotage de la part des gros industriels pourrait entraîner des conséquences néfastes; c'est pourquoi elle a reculé devant des mesures trop radicales. La grosse industrie continue par conséquent en Allemagne à empocher d'énormes bénéfices.

Les nazis qui s'étaient annoncés comme les sauveurs des classes moyennes, ont sauvé en réalité l'industrie lourde et les grands propriétaires fonciers. Ils ont diminué l'influence de l'Etat sur les banques et livré à l'arbitraire des grandes entreprises, les petits et les moyens établissements. D'importantes entreprises qui, pendant la crise économique, avaient été placées sous le contrôle de l'Etat, retournèrent à l'industrie privée; l'activité économique des municipalités fut resserrée et de nouveaux consortiums puissants naquirent. Ce furent aussi les grands consortiums de l'industrie lourde, des industries chimiques et les banques ayant des liens avec ceux-ci, qui retirèrent le plus clair des profits amenés par l'annexion de l'Autriche et des régions des Sudètes.

En Allemagne, les petits et moyens employeurs ont vraiment lieu de se plaindre. Ils avaient espéré que les nazis les sauveraient et ils voient à présent que la dictature les jette en proie à la voracité des gros. La politique économique de la dictature nazie a amené "l'accroissement des gros et la disparition ou l'assoupissement des petits et moyens indépendants" (- dernier discours public fait par Brinkmann, sous-secrétaire d'Etat au ministère de l'Economie Nationale, avant sa destitution).

Le sort des ouvriers.

Les nazis ont fourni certes aux employeurs la possibilité de se compenser quelque peu sur le dos des ouvriers. La dictature veut que les salaires restent bas pour que les ouvriers ne puissent pas mieux se nourrir, ni mieux se vêtir. Si en effet l'ouvrier allemand pouvait dépenser davantage pour sa nourriture et pour ses vêtements, la pénurie des marchandises se ferait sentir encore plus et il faudrait y remédier en important plus de denrées alimentaires et plus de matières premières pour l'industrie textile. Toutefois, les nazis ne veulent pas augmenter ces importations, car il leur faudrait dans ce cas, diminuer en conséquence les importations destinées aux armements. Si d'autre part les ouvriers ne pouvaient pas, avec leur argent, se procurer les marchandises désirées ils tenteraient - ainsi que le font déjà les "citoyens" plus aisés - de se procurer, au moyen du commerce clandestin, les articles qui leur font défaut. De la sorte, les prix maxima fixés n'auraient bientôt plus qu'une signification théorique, le coût de la vie augmenterait plus rapidement encore que ce n'est le cas à présent, et l'inflation latente se transformerait en dévaluation ouverte. C'est pourquoi les nazis tâchent non seulement de maintenir les salaires à un bas niveau, mais aussi de les réduire encore au moyen de gros impôts et de retenues obligatoires. L'avilissement ne s'arrêtera que devant la résistance des ouvriers et devant le souci d'un rendement par trop diminué de la part d'une main-d'oeuvre sous-alimentée.

Grâce à cette politique des salaires des nazis, les employeurs disposent d'une main-d'oeuvre bon marché. Vu les salaires insuffisants, en considération du coût de la vie, beaucoup de femmes ouvrières se voient contraintes, elles aussi, à s'embaucher. Il n'existe plus en Allemagne, de syndicats, ni de conseils d'usines, de sorte que les grandes entreprises n'ont plus à se soucier de la limitation des heures de travail, des prescriptions sur la prévention des accidents et des dispositions de protection des femmes et des enfants, que pour autant que bon leur semble et que la résistance muette des ouvriers réussit à le leur imposer. La majorité des entreprises allemandes ne manquent pas de profiter de la latitude qui leur est offerte pour exploiter à outrance leurs salariés; les statistiques des accidents et des cas de morbidité sont éloquentes à ce sujet.

Celui qui, par un houspillage de son personnel, réussit à liquider des commandes plus rapidement que les autres, a plus de chances d'avoir de nouvelles commandes, surtout lorsque le prix qu'il fait est inférieur encore à celui de ses concurrents. Ainsi, le combat autour des profitables commandes de l'Etat, en matière de réarmement, se livre dans une vaste mesure aux frais des ouvriers.

A la longue, toutefois, les petits employeurs ne peuvent pas se tirer d'affaire en exigeant de leur personnel un effort excessif. Dans la plupart des industries, la tendance de l'économie va tout de même vers le grand consortium. Si plus d'un employeur réussit pour un certain temps à se sauver, en exigeant de son personnel un rendement exagéré et en déprimant les salaires de celui-ci, la fin sera tout de même que les petites et moyennes entreprises "disparaîtront ou s'assoupiront" et que les grandes continueront à s'accroître.

Les appointements des fonctionnaires (I.T.F.) Les classes moyennes et subalternes des fonctionnaires allemands voient avec amertume la vie

luxueuse que mènent les bonzes nazis, et ils comparent cette vie à leur propre situation. Pour les gros bonnets, il y a toujours de l'argent, mais la grande masse des fonctionnaires doit tirer le diable par la queue. Beaucoup de fonctionnaires ont des dettes.

Parlant à une assemblée de l'Association des fonctionnaires allemands, le ministre de l'Intérieur Frick affirma que "il n'y a pas de quoi s'étonner lorsque l'épouse d'un fonctionnaire a souvent de gros soucis et ne sait comment nouer les deux bouts". Pour la troisième fois dans le courant d'une année, il promit qu'enfin on allait procéder à présent à une augmentation des appointements des fonctionnaires publics. Parlant après lui, le chef du Groupement des fonctionnaires allemands, Neef, constata toutefois, sans autres commentaires, qu'aujourd'hui encore les autorités nazies ne songent pas sérieusement à relever les appointements. L'Etat nazi a besoin de son argent pour son réarmement, pour ses fastueux édifices et pour ses camps de concentration!

(Pour les rédactions: voir aussi le numéro de "Fascisme" du 15 avril).

Des ouvriers danois quittent l'Allemagne.-

(I.T.F.) Nous lisons dans "Arbejderen" l'organe de la Centrale syndicale danoise (numéro du 1er juin), que

beaucoup d'ouvriers danois, qui avaient accepté du travail en Allemagne, sont déjà rentrés chez eux désillusionnés.

Le recul de la consommation de fruits.-

(I.T.F.) L'Institut berlinois pour l'étude des conjonctures, donne, dans son dernier bulletin semestriel

sur la situation économique, quelques chiffres relatifs à la consommation de fruits. Pendant l'exercice 1928-1929, la consommation de fruits frais et séchés a, par tête d'habitant, été, en Allemagne, de 39,4 kgs; pour l'exercice 1932-1933, elle était de 39,7 kgs, mais pour l'exercice 1938-1939, ce chiffre avait baissé à 25 kgs.

Là où des troupes allemandes pénètrent, il y a disette de vivres.-

(I.T.F.) Ni en Autriche, ni en Tchécoslovaquie, aucune disette de vivres ne se faisait sentir avant l'entrée des troupes allemandes.

A présent toutefois, la même pénurie qu'en Allemagne se manifeste, aussi bien en Autriche qu'en Bohême et en Moravie.

En Autriche, on voyait (dans la deuxième quinzaine de mai) dans les marchés, sur les tréteaux des marchandes de fruits, des affiches disant: "Si tu es Allemand et en bonne santé, renonce aux fruits et laisse-les aux malades et aux enfants!". Dans l'édition viennoise du "Volkischer Beobachter" on lisait que "les ménagères font la queue dès l'aurore pour avoir des pommes de terre du midi... La chasse aux citrons est devenue un vrai sport... Nous voyons à présent de nouveau la même chose pour les oignons... Il n'y a pour ainsi dire plus de bananes et plus du tout d'oranges".

Sur les marchés, des démonstrations se produisent. Sur le Brunnenmarkt à Vienne-Ottakring, par exemple, les marchandes ont frappé en mesure sur les tréteaux à moitié vides, scandant les mots: "Nous remercions notre Führer". La police a arrêté quelques manifestantes. Pour avoir du

(voir suite au bas de la page 80)

Journée de 10 heures à la Reichsbahn. - (I.T.F.) Depuis longtemps, on fait dans la majorité des ateliers de la Reichsbahn, des journées de travail de 9 à 10 heures. Mais, comme une es- pèce de souvenir du temps où les organisations syndicales sauvegardaient en Allemagne les intérêts des travailleurs, un supplément de 25 % était en général payé à partir de la neuvième heure. Depuis le 1er mai, les quelque 100.000 ouvriers des ateliers des chemins de fer allemands ne bé- néficient plus de ce supplément.

Wagons ou locomotives?

(I.T.F.) Les difficultés avec les- quelles se trouve aux prises la Reichsbahn, pour faire face au trafic qu'il lui faut liquider, ont attiré l'attention des industriels, ainsi que de certaines personnalités mili- taires. L'industrie exige que le parc des wagons soit promptement augmenté, et dans les milieux militaires, on réclame en outre "afin de pouvoir être à la hauteur des nécessités d'une guerre, une réserve suffisante et de bonnes qualités en matériel roulant et en rail". On rappelle que dans cer- taines situations, "la construction de locomotives est tout aussi impor- tante que celle de pièces d'artillerie".

Pour apaiser ces inquiétudes, la Reichsbahn a fait connaître un im- portant programme de renouvellement. Toutefois, ce programme n'est pas pris au sérieux. L'expert financier du périodique du "Verein Mitteleuro- päischer Eisenbahnverwaltungen" (numéro du 25 mai), se demande si la Reichsbahn est à même de financer un pareil programme et si les chiffres publiés à ce propos sont exacts. Les industriels déclarent eux, que l'in- dustrie de la construction des wagons ne pourra exécuter les commandes de la Reichsbahn dans les délais fixés qu'en renonçant à la production d'au- tre matériel - c'est-à-dire la construction de véhicules et de moteurs d'avions au profit de l'armée - et à condition que les matières premières nécessaires soient mises à disposition par l'Etat. La question de savoir si le retard dans le renouvellement des rails pourra être rattrapé dépend de la quantité d'acier qui restera, après que les industries de guerre au- ront eu ce qu'il leur faut. Le directeur général adjoint de la Reichsbahn élève (dans le périodique "Stahl und Eisen" - numéro du 25 mai) assez vi- vement contre les prétentions des industriels. Il dit que pendant les an- nées de la grande guerre, l'industrie a été à même d'exécuter pour la Reichsbahn, des commandes plus importantes encore. Ce qu'oublie cet expert nazi, c'est qu'à présent, en temps de paix déjà, les industries de guerre allemandes sont mises à contribution davantage que pendant les années 1914-1918. Toujours encore, les nazis ne prétendent pas destiner à la cons- truction des locomotives une seule tonne "d'acier à canons", de sorte que l'exécution du programme de renouvellement du matériel de la Reichsbahn est sérieusement compromis. Par mesure de prudence, le directeur général adjoint s'abstient de parler de l'aspect financier de la question.

- (suite de la page 79) :

veau, il faut un certificat médical, à moins de se le procurer de manière clandestine. Devant les commerces de légumes et de fruits, de même que devant les boucheries, les ménagères font la queue. Dans certains quar- tiers, la police est intervenue contre elles. Parfois, une auto de la po- lice apparaît subitement sur un marché, ou devant certains magasins, et emmène toutes les femmes qui étaient en train de faire la queue. Elles sont conduites au Kahlenberg, en dehors de la ville, où on les dépose. Pour les mettre dans l'impossibilité de rentrer en tramway, on leur prend tout leur argent et elles se voient obligées de marcher parfois pendant des heures pour rentrer à la maison. Les policiers disent en ricacant, qu'une ménagère qui a le temps de faire la queue, a sans doute aussi le temps de faire une "promenade". Pour ravoir leur bien, les femmes doivent se présenter au poste de police de leur quartier où on les sermonne encore une fois, de ne plus se laisser prendre faisant la queue devant les maga- sins.

(Pour les rédactions: "Völkischer Beobachter" - Edition viennoise - numéros des 25, 26 et 27 mai).